



www.journalumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°555 du 11 au 17 novembre 2025

HARMATTAN

MALADIES RESPIRATOIRES

AIGLES-CAN 2025

DERNIÈRE LIGNE DROITE

BIENVENUE A TOMBOUCTOU
LA CITE DES 333 SAINTS

BIENNALE DE TOMBOUCTOU

FÊTE SOUS COUVRE-FEU

Tombouctou s'apprête à accueillir la Biennale 2025 dans une ville toujours sous couvre-feu. Entre promesses de développement, préparatifs et frustrations locales, la « fête » nationale divise.

GRATUIT

Ne peut être vendu

ÉDITO

Des loyers au-delà de la loi

Au Mali, les loyers d'habitation restent officiellement encadrés par deux décrets de 1967 qui fixent un loyer annuel maximal à 11% de la valeur réelle de l'immeuble et limitent la caution à un mois de loyer. Dans la pratique, ce cadre est largement ignoré, alors même que la demande de logements explose dans les grandes villes.

Le gouvernement a lui-même reconnu ce décalage. Dans la présentation du Plan d'actions du Gouvernement devant le Conseil national de transition, il est rappelé que les textes de 1967 sont toujours en vigueur mais très peu appliqués et qu'un projet de nouveau décret a été élaboré sans être encore adopté. Ce projet prévoit notamment de plafonner le loyer annuel à 5% de la valeur de l'immeuble, de limiter la caution à un mois de loyer et de créer une commission nationale chargée des loyers de locaux d'habitation.

Sur le terrain, les pratiques s'en écartent fortement. À Bamako, la caution demandée atteint habituellement trois mois de loyer, parfois davantage, et peuvent s'y ajouter des frais divers. Les bailleurs et agences fixent librement le montant des loyers et des avances, sans mécanisme opérationnel de contrôle ni procédure simple pour contester une hausse.

Pourtant, dans la sous-région, plusieurs États ont revu leur droit locatif. Le Sénégal a adopté une loi de baisse et d'encadrement des loyers d'habitation, la Côte d'Ivoire a limité la caution et l'avance à deux mois chacune et le Bénin a encadré le bail à usage d'habitation et le dépôt de garantie.

Ainsi, l'équilibre entre locataires, bailleurs et agences se joue désormais autour du projet de réforme des loyers annoncé par les autorités maliennes, dont l'adoption peine à aboutir.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

312

C'est le montant en milliards de FCFA que l'État malien s'apprête à acquitter au titre de la dette intérieure sur une période de 3 mois.

ILS ONT DIT...

• « Je voudrais vous rassurer que Bamako n'a jamais été menacé par les groupes terroristes. Aujourd'hui, ces groupes n'ont aucune capacité ». **Abdoulaye Maïga, Premier ministre**, lors de sa visite en Guinée, le 9 décembre 2025.

• « En pareille circonstance, il me semble qu'aucune hypothèse n'est à exclure. Nous, du côté du gouvernement béninois, nous n'accusons personne. Nous ne soupçonnons même personne. Les enquêtes nous permettront in fine de connaître les tenants et les aboutissants de ce qui s'est passé et donc de savoir s'il y a eu des complicités ou des instigateurs venant de l'extérieur ». **Wilfried Houngbedji, porte-parole du gouvernement béninois**, le 10 décembre 2025.

RENDEZ-VOUS

15 - 20 décembre 2025 :

Troisième réunion ministérielle de l'AES sur le commerce et l'industrie

16 - 17 décembre 2025 :

Première session du cadre de concertation avec les Maliens établis à l'extérieur

18 - 20 décembre 2025 :

AfricaSports Expo 2025, Casablanca, Maroc

20 décembre 2025 :

Projection du film « Les Déeses de Bamako », Crocod'Ile, Bamako

UN JOUR, UNE DATE

Le 15 décembre 2000, la centrale de Tchernobyl a été progressivement arrêtée après l'accident de 1986, avec l'arrêt du dernier réacteur.



Diomansi Bomboté, journaliste et ancien chargé de communication à la primature a reçu le titre de Dignitaire du Panthéon des MAMA 2025, c'était le 11 décembre 2025 avec 9 autres récipiendaires.



Taleb Ould Sid'Ahmed, ancien ministre mauritanien de l'Emploi et ex-directeur du port de pêche artisanale de Nouadhibou, a été inculpé le 10 décembre 2025 pour détournement de biens publics, à la suite d'un rapport accablant de la Cour des comptes.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



À Fès au Maroc, deux immeubles se sont effondrés ce 9 décembre 2025 faisant au moins 22 morts et plusieurs blessés, selon un bilan provisoire. Certaines sources évoquent des constructions qui ne sont pas aux normes.

LE DECODEUR HD

1000 FCFA
TTC*

PARABOLE+INSTALLATION OFFERTES

REABONNEZ-VOUS

30 JOURS
OFFERTS**A TOUTES LES CHAÎNES
+ DSTV ENGLISH PLUS

BIENNALE DE TOMBOUCTOU : ENTRE ENTHOUSIASME ET DÉFIS

À l'image de Tombouctou, la ville qui l'accueille, l'édition 2025 de la Biennale Artistique et Culturelle (BAC) se veut historique. Après Mopti en 2023, c'est la Cité des 333 saints qui recevra le Mali culturel du 18 au 28 décembre 2025. Malgré les multiples défis, cet événement, qui clôture l'année dédiée à la Culture, vise à ancrer des valeurs pour construire le Mali de demain.

FATOUMATA MAGUIRAGA

C'est le 4 août 2024 que la région de Mopti, hôte de la Biennale 2023, a officiellement remis le flambeau à la ville de Tombouctou pour l'organisation de la Biennale artistique et culturelle (BAC) 2025. Placée sous le thème « La culture, pilier pour bâtir le Mali nouveau », l'édition 2025 s'inscrit dans la dynamique de l'année de la Culture. « Tombouctou a déjà illuminé le monde et nous pensons qu'elle peut encore le faire. » C'est la conviction profonde du ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, lors d'une visite de terrain dans la Cité des 333 saints le 1er décembre 2025. À l'issue de sa visite des différentes infrastructures devant accueillir l'événement, le ministre en charge de la Culture s'est dit « satisfait » des avancées, avant d'exhorter les équipes à peaufiner les derniers réglages pour une organisation réussie.

Enthousiasme Le rendez-vous majeur doit, au-delà de la culture, être un facteur d'unité nationale et célébrer la paix, tant au Mali que dans le monde, espèrent les autorités. L'événement sera le point de départ d'une « renaissance culturelle » qui s'inscrit dans la dynamique de l'année de la Culture, censée redonner vitalité aux territoires culturels. Dans le cadre de cette année, décrétée par le Président de la Transition, et des activités de la Biennale artistique et culturelle Tombouctou 2025, le ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme organise les 19 et 20 décembre 2025 le premier Forum Mon-

dial des Civilisations, sur le thème : « Dialogue, paix et prospérité partagée ». Le Forum Mondial des Civilisations, une rencontre de haut niveau, sera un espace international de dialogue, d'échanges, de partage d'idées et de bonnes pratiques entre les différentes civilisations autour des valeurs de paix et de prospérité partagée. Il réunira des universitaires, des décideurs politiques, des acteurs culturels, des chercheurs, des artistes, des leaders communautaires et des organisations internationales venus d'Afrique et du monde. De la salle Ali Farka, qui doit accueillir le Forum Mondial des Civilisations, au stade, en passant par l'Institut Ahmed Baba ou encore la Place de la Mascotte, le ministre s'est réjoui de l'avancée des travaux. Cependant, avec des défis encore importants, les acteurs restent partagés entre leur désir de voir la ville rayonner de nouveau et les contraintes réelles qui empêcheraient la tenue d'une biennale sereine.

L'enthousiasme est réel, parce que Tombouctou veut renaître après tout ce qu'elle a vécu. C'est un honneur pour la ville.

Attentes non comblées Sane Chirfi Alpha est historien et membre de la société civile. Face aux défis de l'organisation de la Biennale à Tombouctou, il a tenu à « tirer la sonnette d'alarme au vu de la tournure prise par les choses ». Lorsque Tombouctou a demandé et obtenu d'accueillir la Biennale de Mopti, le Président de la Transition a offert un stade de 7 000 places, rappelle-t-il. La Biennale, présen-



Tombouctou s'apprête à vibrer au rythme de l'édition 2025 de la Biennale Artistique et Culturelle à partir du 18 décembre.

tée comme un projet de développement, promettait aussi

autre acteur. « Ne me demandez pas d'être enthousiaste

un nouveau pôle d'attraction, avec une cité Assimi de 40 villas, une cité Alfarouk de 40 villas, une mosquée, une église, un centre culturel, des goudrons, etc. Malheureusement, à ce jour, ces projets n'ont pas vu le jour. Le stade ne serait plus lié à la Biennale et ce n'est pas un projet de développement, déplore M. Chirfi Alpha. L'organisation, entre Bamako et Tombouctou, manquerait de coordination, estime un

pour la tenue d'une Biennale qui n'aura aucune retombée », se désole M. Chirfi Alpha. « L'après Biennale sera comme l'avant Biennale et je ne me réjouis pas parce que la tenue d'une Biennale n'est pas une fin en soi. » Il déplore aussi le déplacement de la chorégraphie, qui se prépare à Bamako avec des chorégraphes sélectionnés dans la capitale. Probablement, quelques-uns de Tombouctou « prendront le

nuscripts restaurés, soustraits à la destruction lors de la crise, et la célébration des 700 ans de la mosquée de Djingareyber, sont autant d'illustrations de la grandeur et de la valeur de la ville. « Tombouctou est une référence spirituelle, intellectuelle et culturelle, elle doit le demeurer », plaide M. Chirfi Alpha.

Objectifs compromis ?

Monsieur Sane Chirfi n'est pas le seul à avoir des réticences concernant la tenue de la Biennale. Souleymane A. Cissé est également un ressortissant de la ville de Tombouctou. Il ne voit simplement pas d'intérêt à la tenue de la Biennale. « Je ne vois pas ce que la Biennale va servir. Pourquoi continue-t-on à harceler les gens pour organiser une Biennale que l'État n'a pas les moyens de financer ? », se plaint-il. L'impact de cette Biennale serait nul pour une ville qui a besoin de beaucoup de choses. « Je ne suis pas dans une logique de spectacle pour la ville de Tombouctou. » Même sur le plan de la culture, il estime que l'annulation de certains numéros est regrettable, surtout dans le contexte d'une année de la Culture. Outre la salle promise, qui ne sera pas à l'ordre du jour, il estime que si les projets promis ne sont pas réalisés maintenant, ils ne le seront probablement jamais. Il y a beaucoup de priorités. Malgré ce contexte d'incertitude, les troupes se préparent et celle de Dioïla, qui est à l'internat depuis un mois, n'entend pas rester en marge. Plutôt dans un bon état d'esprit avant le départ pour Tombouctou, la troupe de Dioïla ne vise pas moins que la première place pour faire mieux que sa troisième place lors de la précédente édition. Malgré les défis et les « difficultés inhérentes à ce genre de regroupement », le Directeur régional de la Culture de Dioïla espère pouvoir atteindre ses objectifs. Impliqué dans l'organisation, Monsieur Traoré est assistant au ministère de la Culture. En

3 QUESTIONS À



MAHAMANE H. SANGARÉ

Président de l'association Lecture Vivante

1 Quel regard portez-vous sur l'organisation de la biennale à Tombouctou ?

L'organisation de la biennale représente un moment culturel, tout en étant historiquement symbolique. La phase de Tombouctou est une affirmation de la résilience culturelle de la ville. C'est un acte fort de confiance. Le choix de Tombouctou témoigne d'une reconnaissance de son héritage culturel exceptionnel et de son rôle dans le patrimoine du Mali, ainsi que de la détermination de ses habitants à préserver ce patrimoine.

2 Quelles sont les attentes pour cette biennale ?

Nos attentes sont multiples. D'abord, nous espérons une grande participation communautaire pour montrer l'unité et la vitalité culturelle de Tombouctou, la valorisation des talents locaux, la relance du tourisme culturel, ainsi que la découverte de la ville par les Maliens eux-mêmes. Nous souhaitons également un impact social et économique pour les artisans, les hôteliers, etc. Nous espérons que la biennale sera le tremplin pour des projets durables dans le domaine de la culture.

3 Y a-t-il des réticences à la tenue de la biennale ?

Bien sûr, comme pour tout grand événement national, certains peuvent exprimer des inquiétudes logistiques ou sécuritaires. Mais celles-ci sont largement dépassées par la détermination collective. Nous sommes enthousiastes, car cette biennale représente une opportunité unique de réaffirmer la place de Tombouctou dans la vie culturelle du pays.

REPÈRES

4 août 2024 : arrivée de la mascotte à Tombouctou

18-28 décembre 2025 : Dates de la biennale

19-20 décembre 2025 : Forum mondial des Civilisations

train en marche ». Or, il est d'usage que ces derniers soient recrutés sur place, là où se déroule la Biennale. Parce que la localité ne manque pas de talents et de « jeunes capables d'apprendre ». Dénonçant « une

personne-ressource, il reste extérieur mais donne son avis. Interrogé sur les délais, il estime que l'organisation se met en place doucement, « une organisation un peu cloisonnée, où les différentes commissions ne collaborent pas ». Or, il faut mettre ensemble les énergies. Pour sa part, il a donné des consignes pour attirer l'attention sur tout ce qui pourrait constituer un frein. Albakaye Bolo est un acteur culturel et journaliste. Il estime que, pour sa part, les « préparatifs vont bon train, les quartiers s'apprêtent à accueillir les différentes délégations. » Les jeunes, à travers le Conseil régional de la Jeunesse, ainsi que la presse locale, se mobilisent également. Les travaux de réhabilitation se poursuivent. L'enthousiasme est réel, car après tout ce que Tombouctou a vécu elle veut renaître. C'est un honneur pour la ville. Mais il comprend les réticences, car Tombouctou est une ville sous couvre-feu depuis trois ans, ce qui sus-



Crépissage annuel de la Mosquée Djingareyber qui a eu 700 ans en 2025.

cite le doute chez certains. Les rédactions se mobilisent avec ferveur et la presse collabore afin de planifier et peaufiner la manière dont elle va couvrir cet événement. De son côté, la société civile continue également de s'activer. Malgré « un blocage » à Bamako en raison de l'absence de vols, Fatouma Founé Adiaiwakoye, assistante à l'organisation de « Vivre en-

semble », coordonne le village artisanal, où environ 90 stands sur la centaine prévue ont déjà été réservés. Des produits agricoles transformés aux objets artisanaux, c'est une exposition de produits qui mettra en valeur les productions de Tombouctou et d'autres régions du Mali. « Nous attendons un moment fort de valorisation de nos cultures. Un espace de dialogue, de

créativité et de rencontre qui contribuera à renforcer la paix et l'unité nationale. Cela permettra surtout une expression artistique et une opportunité de révéler les talents locaux ». Mais, ce 10 décembre, le décès de l'imam de la grande mosquée Djingareyber de Tombouctou a créé une nouvelle donne, dont on ignore encore les retombées sur la tenue de la Biennale. ■

BIENNALE ARTISTIQUE ET CULTURELLE : DE MOPTI 2023 À TOMBOUCTOU 2025

La Biennale artistique et culturelle revient une seconde fois après treize ans d'interruption, de Sikasso 2010 à Mopti 2023. L'édition de Tombouctou 2025 veut faire de la culture un socle de cohésion et d'ancrage national.

1- UNE BIENNALE RELANCÉE APRÈS 2010

Dernière édition avant la crise : Sikasso, 20-29 décembre 2010

13 ans d'interruption liée à la situation sécuritaire

Décision de relance prise par les autorités en 2023

2- MOPTI 2023 – ÉDITION DE LA « RELANCE »

Lieu et dates : Mopti, 6-16 juillet 2023

Thème : « Le Mali, une histoire commune, une seule nation, un même destin »

Compétition : 19 régions + District de Bamako

Message officiel : Retour aux valeurs culturelles et au brassage national

3- TOMBOUCTOU 2025 – ÉDITION DE « L'ANCRAGE »

Phase nationale : Tombouctou, 18-28 décembre 2025

Thème : « La culture, pilier pour bâtir le Mali nouveau »

Ville hôte : La « Cité mystérieuse », « Ville des 333 Saints » et site du Patrimoine mondial de l'UNESCO

Organisation en 3 phases en 2025 : Locale (juillet), régionale (septembre), nationale (décembre)

4- ENJEUX MIS EN AVANT

Faire de la culture un outil de paix et de cohésion

Montrer un Mali uni et divers malgré la crise

Inscrire la 4^{ème} République dans un ancrage culturel national, de Mopti à Tombouctou



**Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali**



Commande par téléphone (00223) 20 21 04 07 / 66 75 84 79 / 66 74 67 78 / 66 74 96 62
www.sahelinfusion.com

AHMED AG ABDOULAYE : « LES DEUX GROUPES (JNIM ET EIS) ÉTUDIENT LES FAIBLESSES DE CHAQUE ZONE AVANT DE S'Y IMPLANTER »

Dans son ouvrage « Sahel, terrain de concurrence entre le JNIM et l'État islamique » publié à L'Harmattan Mali fin novembre 2025, le chercheur Ahmed Ag Abdoulaye compare les deux groupes armés. Il revient ici sur leurs doctrines, leurs modes de gouvernance, leurs ressources et la concurrence qu'ils se livrent pour contrôler territoires et populations.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Dans cet ouvrage, vous comparez les deux principales mouvances djihadistes actives au Sahel. Pourquoi cette approche croisée maintenant ? La motivation principale est d'explorer les angles morts de la recherche sur ces deux entités qui endeuillent le Sahel. Jusqu'ici, les études les abordaient isolément et sur des aspects limités. Nous avons voulu ratisser large en analysant leurs relations de coexistence, leurs histoires communes, leurs idéologies, leurs modalités de gouvernance et leurs modes opératoires. L'objectif était d'être précis sur des aspects peu étudiés : l'idéologie qui sous-tend leurs actions, leurs sources de financement et surtout les relations qu'ils entretiennent avec les populations, notamment les minorités ethniques et religieuses. Il s'agit de mieux comprendre ce qui les rapproche, ce qui les oppose et ce que cela produit sur le terrain sahélien.



Le chercheur Ahmed Ag Abdoulaye.

lifié de « grand apostat », et son sang, ses biens et ses femmes deviennent licites. Le JNIM, lui, fonde sa doctrine sur le taghout, le « tyran » ou « oppresseur », terme utilisé pour qualifier les régimes démocratiques et les États du Sahel afin de légitimer son combat. Ces choix doctrinaux expliquent que l'EIS cible davantage les civils, alors que le JNIM vise prioritairement les États et leurs institutions. S'agissant de la charia, l'EIS

islamique », alors que le JNIM vise la libération totale du territoire pour établir un émirat sur le modèle taliban.

Votre livre décrit un JNIM plus flexible dans sa gouvernance locale face à un EIS plus centralisé. En quoi cette différence pèse-t-elle sur leur ancrage ?

Cette flexibilité se comprend par contraste avec l'EIS. Nous parlons, pour le JNIM, de « stratégie des petits pas », centrée sur les populations, considérées comme le centre de gravité du conflit. Le mouvement met en place des mécanismes qui donnent davantage de marge de manœuvre aux communautés : choix du cadî par les habitants, libéralisation de certains espaces fauniques et forestiers, gestion plus souple des sites d'orpaillage, présence moins coercitive, prélèvement « conciliant » de la zakat. Ces dispositifs lui ont permis de s'ancrer dans les communautés et de coopter des figures locales qui deviennent des relais de recrutement. L'EI-Sahel, lui, est marqué par une logique plus centralisée dictée par la maison-mère, avec la figure du wali, le gouverneur, pesant sur la plupart des décisions. Depuis 2023, il amorce toutefois une normalisation de ses relations avec les populations dans certaines zones de Ménaka et de Gao, après le chaos de 2022, afin de stabiliser des espaces qui produisent des ressources et soutiennent ses campagnes d'expansion, notamment vers le Niger.

Sur le terrain, vos recherches montrent aussi des modes opératoires distincts. Quels éléments vous paraissent les plus révélateurs ?

EN BREF

EID 2025 : 452 DOSSIERS EXAMINÉS

La 29^{ème} session de l'Espace d'interpellation démocratique s'est tenue le 10 décembre au CIB, à l'occasion de la Journée des droits de l'Homme. Cette tribune permet aux citoyens d'interpeller directement les autorités sur le respect des droits et la qualité de la gestion publique. Créé en 1994, l'EID informe l'opinion sur la situation des droits de l'Homme, promeut une culture démocratique et vise à renforcer la protection des libertés. Pour l'édition 2025, le Secrétariat permanent a enregistré 452 dossiers, contre 554 en 2024. Les interpellations proviennent des délégations territoriales du District de Bamako et de la diaspora, avec des plaintes touchant la justice, l'administration, la gestion foncière et l'accès aux services publics. Selon le Médiateur de la République, Mme Aminata Mallé Sanogo, les litiges domaniaux et fonciers restent dominants, notamment ceux liés à la purge des droits coutumiers, aux compensations de parcelles et aux indemnités après expropriation. Les recommandations des jurys seront compilées dans un rapport adressé aux autorités compétentes.

L'analyse montre que l'EIS accorde une grande importance au nombre de combattants engagés comme signe de son modèle unitaire. Il privilégie les embuscades et les attaques de masse contre les emprises militaires, qui exigent coordination et participation de plusieurs zones. Le modèle fédéral du JNIM, fondé sur l'autonomie d'action des katibas, a conduit à la généralisation des engins explosifs improvisés, les EEI, dans toutes ses zones d'opération. Les deux groupes utilisent largement les motos comme moyen de locomotion, de combat et, pour le JNIM, comme engin piégé.

L'étude met aussi en évidence chez les deux une stratégie en plusieurs temps combinant différentes tactiques, mais avec une sophistication psychologique plus aboutie chez le JNIM pour l'usage des véhicules piégés, qui suppose de convaincre des combattants de participer à ce type d'attaque.

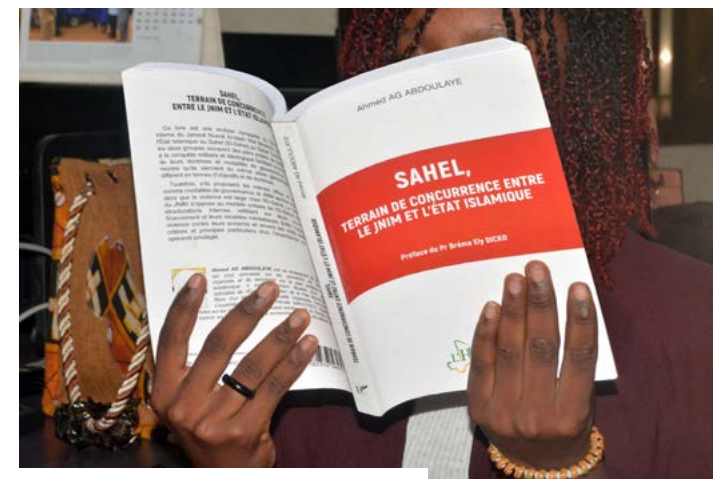
Vous consacrez un chapitre important aux ressources financières et aux dynamiques locales. En quoi ces dimensions nourrissent-elles leur concurrence ?

Nous partons du postulat que le financement se fait du bas vers le haut : le temps où les maisons-mères finançaient directement les groupes affiliés semble révolu. Nous avons étudié sept mécanismes : la zakat, les rançons, le vol de bétail, l'exploitation minière, le commerce et les trafics, les contributions communautaires et les taxes routières et impôts villageois. Les deux groupes partagent un modèle économique collectiviste que nous

résumons par « Extorsion – Production – Répartition », avec un modèle unitaire pour l'EIS et fédéral pour le JNIM. Les méthodes de prélèvement et de gestion ne sont pas linéaires et chacun s'inspire de l'autre : par exemple, les enlèvements d'Occidentaux, que le JNIM semble délaisser depuis 2023 sont utilisés par l'EIS depuis 2024, alors que le bétail, sa principale ressource, se raréfie. Sur le plan local, nos recherches montrent que les deux groupes étudient les faiblesses de chaque zone avant de s'y implanter, jouent sur les équilibres entre villages, se posent ensuite comme arbitres de la violence et adaptent leurs discours : égalité et justice sociale au Sahel, accès aux ressources dans les zones forestières.

Au-delà des rivalités internes, que révèle cette concurrence sur l'évolution du djihadisme au Sahel ?

L'évolution de cette concurrence, parfois très intense,



L'ouvrage est paru fin novembre 2025.

parfois moins, traduit une transformation structurelle. Les conquêtes et les succès idéologiques ont grisé les deux groupes, qui se positionnent pour la conquête du pouvoir en se présentant comme une alternative. Tout en s'inspirant l'un de l'autre, ils ont développé des stratégies de contrôle territorial et de gestion administrative qui se veulent proches des populations, sur la base d'offres et d'exigences.

Mon analyse se veut utile pour la communauté scientifique et pour les décideurs. Il s'agit de comprendre chaque acte posé par ces groupes, sa visée, la stratégie derrière et la finalité, afin de donner un coup d'avance à la lutte contre le terrorisme. Connaître finement le JNIM et l'EIS, c'est mieux identifier les leviers sur lesquels il faudrait agir pour extraire la menace lorsque c'est la solution et recourir à d'autres mécanismes lorsque la situation le permet. ■

Les conquêtes et les succès idéologiques ont grisé les deux groupes, qui se positionnent pour la conquête du pouvoir en se présentant comme une alternative.

Au plan idéologique, quelles sont les différences les plus structurantes entre le JNIM et l'État islamique au Sahel ? Nous avons comparé trois éléments : la doctrine du djihad, l'application de la charia et la doctrine du tamkine, c'est-à-dire la territorialisation. Pour le djihad, l'EIS fonde sa pratique sur le takfirisme, l'excommunication, construite autour du murtadisme, l'apostasie : tout Musulman qui n'est pas de son bord peut être qua-

applique strictement les hudud, les châtiments, via des tribunaux et un bureau chargé des sentences, tandis que le JNIM, marqué par sa mauvaise expérience de 2012 dans le nord du Mali, applique ces châtiments de manière graduelle, en insistant aujourd'hui davantage sur les habitudes vestimentaires. Enfin, la doctrine du tamkine est centrale pour l'EIS, qui conçoit la stabilisation de territoires comme première étape de son « État

KOWBEYE!

CHAQUE SAMEDI | 20H15

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

T.M.1
La télé qui vous allume !

SECTEUR MINIER : LE BUSINESS FLORISSANT DES GRANDS ÉVÉNEMENTS

Les grands rendez-vous miniers au Mali ne sont plus de simples rencontres techniques. Ils sont devenus des espaces où se prennent des décisions et des partenariats qui influencent un secteur essentiel pour l'économie nationale.

MASSIRÉ DIOP

En moyenne 70 tonnes d'or par an sont produites par le pays, selon l'ITIE, ce qui le classe troisième producteur d'or en Afrique derrière le Ghana et l'Afrique du Sud. Ainsi, l'or représente plus de 90 % des exportations nationales, environ 8 % du PIB et près d'un quart des recettes budgétaires, d'après les rapports officiels. Cette centralité explique l'importance croissante des événements dédiés au secteur, où se retrouvent compagnies minières, autorités publiques, investisseurs, fournisseurs et institutions financières.

De ce fait, les Journées minières et pétrolières du Mali (JMP) prévues du 13 au 15 décembre, constituent le rendez-vous le plus structurant. Elles interviennent dans un contexte marqué par l'entrée en vigueur du Code minier de 2023, qui augmente la participation de l'État dans les projets, resserre le régime des exonérations et impose des règles renforcées en matière de contenu local. Chaque édition devient ainsi une occasion d'évaluer la mise en œuvre de ces dispositions, d'éclairer les renégociations en cours et de mesurer l'évolution des recettes publiques, notamment

Production annuelle d'or : 70 tonnes

Part de l'or dans les exportations nationales : 90%

Arriérés miniers recouverts via audits : 761 Md FCFA



Le lien entre les ressources minérales et le développement économique sera au cœur des JMP 2025.

après l'annonce officielle du recouvrement de 761 milliards de FCFA d'arriérés à la suite des audits.

À côté des JMP, le Mali accueille régulièrement des symposiums nationaux et même internationaux, souvent organisés avec des institutions techniques ou des partenaires étrangers, qui se concentrent sur la gouvernance du secteur, la fiscalité, la transparence ou l'innovation. Ces rencontres réunissent des experts, des cadres d'administration, des représentants de compagnies et des organismes de régulation. Elles permettent de diffuser les nouvelles normes, d'expliquer les réformes et de renforcer la compréhension des enjeux

liés à la sous-traitance, à l'environnement ou au suivi des contrats. De plus, les événements liés au lithium prennent également de l'importance depuis le lancement des premières exploitations industrielles dans la région de Bougouni. Les projets Goulamina et Kodal ont attiré l'attention des investisseurs, avec des capacités annoncées dépassant les 500 000 tonnes de spodumène par an et des investissements cumulés supérieurs à 180 milliards de FCFA, selon les documents techniques publiés. Dans un secteur structuré par des réformes profondes, ces rendez-vous ne sont plus des vitrines institutionnelles. Ils constituent le lieu où se croisent l'évolution des rapports de force, des opportunités d'investissement et des choix stratégiques d'un secteur clé de l'économie nationale. ■

EN BREF

AFRIQUE - CHINE : L'OFFENSIVE COMMERCIALE S'ACCÉLÈRE

La Chine a consolidé en 2025 sa place de premier partenaire commercial de l'Afrique, alors que les États-Unis ont réduit fortement leur empreinte économique sur le continent. Selon des données compilées par plusieurs analyses, Pékin a profité des coupes américaines – notamment la réduction de 83% des programmes de l'USAID et le retrait d'un milliard de dollars destiné à la transition énergétique en Afrique du Sud – pour renforcer ses positions. Sur les seuls huit premiers mois de 2025, le commerce sino-africain a atteint 222,05 milliards de dollars, en hausse de 15,4% par rapport à 2024, dont 140,79 milliards d'exportations chinoises (+24,7%) et 81,25 milliards d'importations africaines (+2,3%). Les exportations de panneaux solaires et de véhicules électriques jouent un rôle clé. En effet, les importations africaines de modules photovoltaïques ont atteint 15 GW sur douze mois (+60%), tandis que les ventes de véhicules électriques chinois, évaluées à 127 millions de dollars au deuxième trimestre 2024, continuent de progresser, avec des usines d'assemblage en Égypte et en Éthiopie. L'Afrique représenterait désormais 5,4% du commerce extérieur chinois, avec un déficit commercial continental estimé à 59,55 milliards de dollars. ■

UEMOA Un labo pour booster l'inclusion financière

La BCEAO organise depuis le 10 décembre un atelier régional pour finaliser le lancement du Laboratoire d'innovation financière (LIF-BCEAO). Ce dispositif offrira aux banques, fintechs, institutions de microfinance et émetteurs de monnaie électronique un cadre réglementaire allégé pour tester des produits et services innovants sous la supervision de la Banque cen-

trale. L'enjeu est clairement économique. Dans l'UEMOA, le taux global d'utilisation des services financiers est passé de 70,9% en 2022 à 72,3% en 2023, avec une estimation autour de 73,6% pour 2024. Le taux de bancarisation strict atteint 25,6% et le taux élargi (Banques + microfinance) 47,7%, ce qui signifie que l'essentiel du progrès repose sur la monnaie élec-

tronique et les solutions digitales que le LIF entend encadrer et accélérer. La Stratégie régionale 2025 - 2030 vise 90% d'adultes utilisant des services financiers d'ici 2030, alors que le crédit formel ne touche qu'environ 7% d'entre eux, avec un coût moyen de 6,78% pour une rémunération des dépôts de 5,22% en 2023. Le laboratoire doit justement tester des offres numériques

de crédit, d'épargne, de paiement et de micro-assurance adaptées aux petits revenus. L'atelier doit valider le guide du participant et arrêter les modalités pratiques et les priorités d'innovation de la phase pilote. La BCEAO y présente le LIF-BCEAO comme un levier pour transformer l'inclusion financière en accès effectif au crédit et à l'épargne formelle. ■

PROJET DE LOI DE FINANCES 2026 : DES DÉPENSES GÉNÉRALES EN HAUSSE

Le Projet de loi de finances (PLF) 2026, adopté par les membres du CNT les 4 et 8 décembre 2025, enregistre une hausse des recettes et des dépenses par rapport à 2025. Les dépenses de fonctionnement représentent 72% des dépenses budgétaires.

BUDGET GÉNÉRAL

RECETTES

2025 : **2 648,900** milliards de francs CFA
2026 : **3 058** milliards de francs CFA
Évolution : **+15,4%**

DÉPENSES

2025 : **3 229,886** milliards de francs CFA
2026 : **3 578** milliards de francs CFA
Évolution : **+10,8%**

DÉFICIT BUDGÉTAIRE

520 milliards de francs CFA
Évolution : **-10,5%**

Source : Loi de finances 2026

BUDGET DE QUELQUES INSTITUTIONS

ASSEMBLÉE NATIONALE (CNT)

2025 : **11 451 029** milliards de francs CFA
2026 : **13 630 851** milliards de francs CFA
Évolution : **+ 19,4%**

PRÉSIDENTE

2025 : **15 672 546** milliards de francs CFA
2026 : **17 407 120** milliards de francs CFA
Évolution : **+ 11,07%**

AGENCE NATIONALE DE LA SÉCURITÉ D'ÉTAT

2025 : **21 022 917** milliards de francs CFA
2026 : **21 184 916** milliards de francs CFA
Évolution : **+ 0,77%**



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com



PÉRIODE DE FRAÎCHEUR ET D'HARMATTAN : PRÉVENIR LES MALADIES RESPIRATOIRES

Avec l'installation de la fraîcheur depuis le mois de novembre, plusieurs maladies respiratoires typiques de la saison réapparaissent. Connaître ces affections courantes et adopter de bons gestes sont essentiels pour réduire les risques durant cette période.

MOHAMED KENOUI



De plus en plus de cas de gripes sont recensés dans les centres de santé.

Chaque année, la période de froid au Mali s'accompagne d'une série de maladies courantes touchant aussi bien les enfants que les adultes. Les pathologies les plus fréquentes sont les infections respiratoires, comme la grippe, la toux sèche, la bronchite, la rhinite, les angines et les crises d'asthme. Depuis quelques semaines, plusieurs centres de santé à travers le pays signalent déjà une augmentation des cas de ces maladies, favorisées par la fraîcheur et la poussière, qui irritent les voies respiratoires et fragilisent les défenses naturelles. Selon le Dr Abdoul Karim Traoré, médecin généraliste, ces maladies s'expliquent en partie par les variations de température. « Les matinées sont très fraîches, les journées un peu plus chaudes,

puis les nuits redescendent en température. Ce choc thermique perturbe l'organisme et expose à des irritations des voies respiratoires et à des infections saisonnières », explique-t-il. Il rappelle également que la poussière, souvent plus présente en cette

Le froid rétrécit les bronches et la poussière les irrite davantage.

saison, accentue les symptômes chez les asthmatiques et les personnes allergiques. « Le froid rétrécit les bronches et la poussière les irrite davantage. Cette combinaison provoque beaucoup de toux et de difficultés respiratoires chez les personnes sensibles », ajoute-t-il.

Adopter les bons gestes
Pour traverser cette période sans trop de désagréments,

le Dr Traoré recommande plusieurs mesures simples et accessibles. La première consiste à bien se protéger du froid. « Il faut couvrir la poitrine, le cou et la tête, surtout le matin et le soir. Pour les enfants, un pull léger ou un bonnet peut faire une réelle différence », souligne-t-il. Il insiste également sur l'importance d'aérer les pièces en journée, même si l'air est frais, afin de renouveler l'air intérieur souvent chargé de poussière et de microbes. Il rappelle aussi la nécessité de boire suffisamment d'eau, car l'air sec peut déshydrater et irriter la gorge. Le médecin met par ailleurs en garde contre l'automédication. « Les sirops, antibiotiques ou anti-inflammatoires pris sans avis médical peuvent masquer les symptômes ou entraîner des

complications », prévient-il. En cas de fièvre persistante, de toux prolongée ou de difficultés respiratoires, il conseille de consulter rapidement un professionnel de santé. Enfin, le Dr Traoré recommande d'adopter de bonnes pratiques d'hygiène, notamment le lavage fréquent des mains au savon, un réflexe essentiel pour limiter la transmission des virus saisonniers. ■

EN BREF

MPOX : CINQ CAS CONFIRMÉS SOUS SURVEILLANCE MÉDICALE

Le Mali a officiellement enregistré cinq cas confirmés de Mpx (Variole du singe) depuis novembre 2025, avec un décès, selon la Direction générale de la Santé et de l'Hygiène publique. Le premier patient a été détecté le 21 novembre à Kourmalé, dans le district sanitaire de Kangaba, à la frontière avec la Guinée, et son cas a été fatal. Un sixième cas initialement pris en compte a été reclassé dans un pays voisin après vérification épidémiologique et en laboratoire. Ces contaminations surviennent alors que l'Organisation mondiale de la santé et l'Africa CDC font état de plusieurs dizaines de milliers de cas et de près de deux mille décès liés au Mpx en Afrique depuis 2024, avec une transmission active dans plus d'une vingtaine de pays. Le Mali fait partie des derniers États à avoir officiellement notifié l'infection. Sur le plan interne, le Mpx est une maladie à déclaration obligatoire, avec suivi des contacts sur vingt et un jours, définition standardisée des cas et notification immédiate aux services de veille épidémiologique. Les autorités sanitaires s'appuient sur les mécanismes rodés lors des crises Ebola de 2014 - 2015 et de la pandémie de Covid-19, notamment le Centre national des opérations d'urgence en santé publique, les équipes de riposte rapide et la surveillance aux points d'entrée terrestres. Ces structures, développées au fil des précédentes urgences sanitaires, sont mobilisées pour documenter chaque cas, organiser la recherche des contacts et relayer les messages de prévention, en lien avec les partenaires régionaux et internationaux. ■

INÉGALITÉS MONDIALES : L'AVANTAGE DISCRET DES PAYS RICHES DOCUMENTÉ

Ces dernières semaines, un rapport remis au G20 et une étude du World Inequality Lab ont ravivé le débat sur la concentration de la richesse au sommet. Ils montrent comment une partie de la valeur produite dans les pays pauvres continue de remonter vers les économies les plus riches.

MASSIRÉ DIOP



Le nouveau rapport du World Inequality Lab fait ressortir l'inégalité croissante entre les pays riches et pauvres.

Le World Inequality Lab a publié le 9 décembre un nouveau bilan sur la répartition de la richesse entre pays à hauts revenus et pays pauvres. Ce centre de recherche, basé à la Paris School of Economics, coordonne un large réseau de chercheurs. Il gère aussi la principale base de données mondiale sur les inégalités de revenus et de patrimoine, la World Inequality Database. Ses travaux décrivent un mécanisme discret mais puissant : les pays

dont la monnaie est jugée sûre peuvent s'endetter à faible coût et attirer l'épargne internationale dans des proportions que les pays du Sud ne peuvent pas égaler. Selon les calculs du laboratoire, l'équivalent d'environ 1% du produit intérieur brut mondial quitte chaque année les pays les plus pauvres pour les pays les plus riches. Ce flux passe par les intérêts de la dette, les revenus d'investissements et les réserves de change placées en dollars ou en euros.

Bénin La CEDEAO teste de nouveau sa force régionale

La CEDEAO a annoncé le déploiement de sa force en attente au Bénin après une tentative de putsch contre le Président Patrice Talon, le 7 décembre. Un sommet extraordinaire est convoqué le 14 décembre 2025 à Abuja pour examiner la situation et arrêter la réponse régionale à cette crise. Des soldats partis du camp de Togbin ont attaqué la résidence présidentielle et la télévision publique avant d'être repoussés avec l'appui de frappes aériennes nigérianes. Les autorités annoncent plusieurs arrestations, tandis que le Lieutenant-colonel Pascal Tigri, présenté comme le meneur, est toujours recherché. Le déploiement annoncé mobilise des

troupes du Nigéria, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et de la Sierra Leone. Il constitue l'un des rares recours à une force régionale depuis l'intervention en Gambie en 2017, lorsque la mission ECOMIG avait accompagné le départ de Yahya Jammeh après son refus de reconnaître sa défaite électorale. Dans un contexte de « ceinture de coups d'État » au Sahel et de critiques sur sa réaction à d'autres crises, cette séquence est présentée comme un test pour la capacité d'action de la CEDEAO. Elle intervient alors que le Bénin se dirige vers une élection prévue en avril 2026, sous tension après l'exclusion du principal parti d'opposition. ■

Autant de ressources qui ne financent ni écoles, ni hôpitaux, ni infrastructures dans les pays du Sud, mais qui renforcent la position financière des économies déjà dominantes. Ce mouvement prolonge sous des formes nouvelles des rapports de force anciens dans l'économie mondiale. Ces déséquilibres entre pays ont aussi leur pendant au niveau des personnes. Le rapport global sur les inégalités dirigé par l'économiste Joseph Stiglitz et fondé sur les séries du World Inequality Lab apporte cet éclairage. Il montre qu'entre 2000 et 2024 le 1% le plus riche de la population mondiale a capté 41% de la richesse nouvelle créée, contre 1% pour la moitié la plus pauvre. En moyenne, une personne membre de ce 1% a vu son patrimoine augmenter d'environ 1,3 million de dollars sur la période, contre 585 dollars pour une personne parmi les 50% les plus modestes. Face à ce constat, les auteurs proposent la création d'un panel international permanent sur les inégalités, sur le modèle du GIEC, pour suivre les données et guider les décisions publiques. Ils prônent aussi une fiscalité plus exigeante sur les très grands patrimoines et des transferts mieux ciblés. Selon eux, le 1% de la production annuelle des pays riches suffirait à doubler les budgets des États les plus pauvres. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

ENVIRONNEMENT : L'ONU FACE À UNE TRIPLE CRISE ÉCOLOGIQUE

L'Assemblée de l'ONU pour l'Environnement (UNEA-7) se tient du 8 au 12 décembre 2025 au siège du Programme des Nations unies pour l'Environnement à Nairobi. Elle réunit États membres, organisations internationales, ONG et entreprises autour de trois enjeux liés : le climat, l'érosion de la biodiversité et la pollution. Les délégations examinent une série de projets de résolutions sur les produits chimiques et les déchets, la gestion des minerais liés à la transition énergétique et la protection des récifs coralliens. Le septième rapport Global Environment Outlook (GEO-7), présenté en marge des travaux, chiffre à plusieurs dizaines de milliers de milliards de dollars par an le coût des dégradations infligées aux écosystèmes et souligne les gains possibles d'une action rapide pour la santé, l'économie et la lutte contre la pauvreté. Les textes attendus le 12 décembre ne seront pas juridiquement contraignants, mais ils devront servir de signal politique et de boussole pour les prochaines négociations climatiques et les politiques environnementales nationales. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

BINTAGOUNGOU : LA CRUE DU NIGER PROGRESSE VERS LE FAGUIBINE

La crue du fleuve Niger, qui avait atteint Goundam en août 2025, a franchi Bintagoungou, dans le cercle de Bintagoungou, région de Tombouctou, le 8 décembre 2025. En 2024, la crue exceptionnelle n'avait atteint cette localité qu'en novembre. Selon l'Office de mise en valeur du fleuve, cette progression s'inscrit dans une dynamique favorable à l'alimentation du système Faguibine. En amont, des opérations de faucardage ont été menées en octobre 2025 dans le lac Télé afin de dégager les herbes qui freinaient l'écoulement des eaux. Des travaux intensifs de curage ont également été réalisés au seuil de Kamaïna, dans le cadre du mécanisme HIMO, mobilisant des centaines de riverains. Le terrain balisé facilite désormais le passage de la crue vers le lac Faguibine et ouvre des perspectives de régénération écologique et de reprise des activités économiques pour les communautés riveraines. ■

CAN 2025 : DERNIÈRE LIGNE DROITE POUR LES AIGLES

À quelques jours du coup d'envoi de la CAN 2025, prévue du 21 décembre 2025 au 18 janvier 2026 au Maroc, les Aigles du Mali affinent les derniers détails de leurs préparatifs sous la houlette du sélectionneur national Tom Saintfiet.

MOHAMED KENOVI



Les Aigles seront en regroupement à Casablanca à partir du 16 décembre 2025.

La dynamique s'accroît cette semaine, marquée d'abord par l'annonce très attendue de la liste finale des joueurs retenus pour la compétition continentale, prévue pour ce jeudi 11 décembre au journal télévisé de l'ORTM. Le technicien belge devrait confirmer la présence de ses cadres, fidèles au projet

depuis sa nomination. Dès le lendemain, Tom Saintfiet se présentera en conférence de presse pour dresser les grandes lignes de la préparation et fixer le cap : hisser le Mali parmi les sélections les plus performantes du tournoi. Finalistes en 1972, les Aigles courent depuis derrière un premier sacre africain.

Cap sur Casablanca Selon une source proche de la Fédération malienne de football, un premier groupe de 13 joueurs et une partie du staff technique s'envoleront dès le 13 décembre pour Casablanca. C'est dans la capitale économique marocaine que se déroulera le stage final. Le lendemain, les Aigles entameront leur première séance d'entraînement, avec l'arrivée progressive d'autres joueurs les 14 et 15 décembre, avant que le groupe ne soit enfin au complet le 16 décembre. Ainsi réunis, les Aigles entreront dans le vif du sujet, alternant séances tactiques et mises en place techniques pour affiner les automatismes. Ce planning non officiel pourrait toutefois évoluer. Le Mali reste sur un match amical disputé le 18 novembre dernier face à la Jordanie qui s'est soldé par un score nul et vierge (0-0). Aucun autre test n'est pour l'instant annoncé par la Fédération avant le début de la compétition, ce qui renforce l'importance du stage de Casablanca dans la préparation de l'équipe, qui touche à son terme.

Objectif « demi-finales » Tous les regards se tournent désormais vers le calendrier du premier tour. Le Mali, logé dans le groupe A, entrera dans la compétition le 22 décembre face à la Zambie, avant d'enchaîner avec un choc très attendu contre le Maroc le 26 décembre. Les Aigles clôtureront la phase de groupes le 29 décembre face aux Comores. Pour le sélectionneur national Tom Saintfiet, « ce sont trois équipes très fortes ». « Nous allons nous concentrer sur chaque match. Notre ambition est claire : nous voulons aller au 2ème tour et atteindre au minimum les demi-finales », assure-t-il. ■

Mercato Amadou Haidara bientôt à Lens

Selon plusieurs médias européens, l'international malien Amadou Haidara devrait s'engager avec le Racing Club de Lens dès l'ouverture du mercato d'hiver le 1er janvier 2026, pour un montant oscillant entre 1 et 3 millions d'euros, bonus compris, et un contrat courant jusqu'en 2029. Le milieu de terrain de 27 ans rejoindra les Sang et Or, actuels leaders de la Ligue 1 devant le Paris Saint-Germain, après la Coupe d'Afrique des Nations Maroc 2025 qu'il s'apprête à disputer avec le Mali. L'implication personnelle de l'entraîneur Pierre Sage et du directeur sportif Jean-Louis Leca dans les discussions aurait créé un véritable déclic chez le joueur, qui s'est montré séduit par la vision sportive du club nordiste. Arrivé en 2019 à Leipzig, Amadou Haidara n'a pas été utilisé cette saison par la formation allemande. Il totalise pourtant 222 matches, dont 37 en Ligue des champions. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

La Suisse **Tatjana Haenni** a été nommée présidente du RB Leipzig le 10 décembre 2025 et succédera à Oliver Mintzlaff. Lorsqu'elle prendra ses fonctions le 1er janvier 2026, elle deviendra la première femme présidente d'un club de football allemand.

L'entraîneur du FC Nantes, **Luis Castro**, a été démis de ses fonctions le 10 décembre 2025. Arrivé cet été, le technicien portugais paie les mauvais résultats et les prestations médiocres de son équipe, 17ème et premier relégable après 15 journées.

FESTIVAL INTERNATIONAL CHANT DES LINGUÈRE : BAMAKO AU RYTHME DE L'ENGAGEMENT FÉMININ

Du 10 au 12 décembre 2025, le Centre international de conférences de Bamako (CICB) accueille la 2ème édition du Festival international Chant des Linguère. L'événement, devenu un rendez-vous majeur pour la valorisation du leadership féminin en Afrique, met cette année en lumière la culture comme moteur essentiel du développement.

MOHAMED KENOVI



Le Festival international Chant des Linguère est une initiative de l'artiste sénégalaise Couma Gawlo.

Porté par la chanteuse sénégalaise Couma Gawlo, la « Diva à la voix d'or », le festival international Chant des Linguère revient avec l'ambition de créer un espace d'échange, de solidarité et de promotion des femmes dont l'engagement transforme la société, après une première édition réussie en 2024. « Notre objectif est de passer par la musique, qui est un excellent vecteur de communication, pour véhiculer des messages forts », souligne l'artiste. Sur le thème « La culture,

levier et facteur de développement », cette 2ème édition aborde une série de sous-thèmes qui renvoient aux défis majeurs auxquels sont confrontées les femmes et les jeunes filles au Sahel. Les échanges s'articuleront autour de l'autonomisation féminine, du leadership, de l'entrepreneuriat, de la santé maternelle et infantile, de la prévention des violences basées sur le genre, de la scolarisation et du maintien des filles à l'école, de la migration, de la cohésion sociale, de la lutte contre les

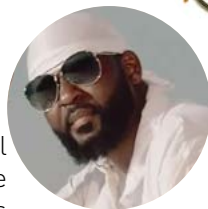
mariages précoces et les mutilations génitales féminines, ainsi que de la prévention de la transmission mère-enfant du VIH.

Un programme engagé Le festival s'est ouvert le 10 décembre par une conférence de presse au CICB, au cours de laquelle l'équipe d'organisation a dévoilé la vision globale de l'édition et rappelé les actions majeures prévues durant les trois jours. Pour la suite, un forum prévu le 11 décembre offrira un cadre de réflexion où artistes, penseuses, militantes et actrices du changement uniront leurs voix pour mettre en avant la paix, la dignité humaine, l'éducation et la place centrale des femmes dans le développement des sociétés africaines. Côté artistique, plusieurs grandes voix féminines du continent sont attendues, parmi lesquelles Mariam Ba Lagaré, Djeneba Seck et Delphine Mounkoro du Mali, ainsi que Kalam, la Reine du Kundé, venue du Burkina Faso. La clôture du festival, le 12 décembre, prendra la forme d'un dîner de gala qui rassemblera artistes invitées, personnalités culturelles et partenaires engagés. Cette soirée sera marquée par la mise en valeur des « Linguère du développement », des femmes considérées comme sources d'inspiration pour leurs communautés et récompensées pour leur courage, leur engagement et la portée de leurs actions. ■

INFO PEOPLE

MYLMO N-SAHEL : DU MICRO AU ROMAN

Mylmo N-Sahel ajoute une corde à son arc. Après son recueil de poèmes, Les Mélodies Malades, paru en 2020, le rappeur annonce pour début 2026 son premier roman, Bandiougou – le Fils de personne, le destin d'un jeune de Troungoumbé, localité du cercle de Niolo du Sahel, que tout semble abandonner, sauf la chance et la foi. Mylmo confie que l'écriture est son « premier souffle », à l'origine de ses mélodies, de ses vérités et de ses combats et souhaite que le livre « trouve son chemin et touche des cœurs ». Ses fans, les Safazy, y voient le prolongement littéraire de son univers, entre poésie, conscience sociale et spiritualité. Mylmo confirme qu'il veut parler à son public au-delà des seules frontières de la musique.



TINARIWEN : CAP SUR L'INDE

Le groupe malien Tinariwen s'envolera en février 2026 pour une tournée inédite en Inde, dans le cadre de la première édition de l'India Jazz Project. Les pionniers du blues touareg se produiront à Delhi le 6 février, à Mumbai le 7 et à Bengaluru le 8. Lauréats d'un Grammy Award pour l'album Tassili en 2012, ils devraient offrir au public indien un voyage dans le désert musical, avec quelques titres phares comme Toust Tinch, Amassakoul N'Ténéré, Cler Achel ou Sastanàqqam. Les billets sont annoncés en vente à partir du 8 décembre à 9h (Heure indienne) via la plateforme District. Une occasion rare de voir sur scène l'un des groupes les plus influents du continent africain.



Journal du Mali
L'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelien.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près M'ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

